

MAROC : FICHE PAYS – AVRIL 2025

Catégorie OCDE (2025) : 3/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BB+ / Ba1 / BB+

Change : Dirham Marocain (MAD) / Régime de change ancré (40 % USD / 60 % EUR)

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050



FORCES

- Bonnes relations commerciales avec les pays africains
- Diversification des exportations
- Forte attractivité pour les investissements étrangers
- Solidité du système bancaire

FAIBLESSES

- Economie dépendante du secteur agricole
- Risque social élevé (chômage et fortes disparités régionales)
- Faible productivité de la main d'œuvre

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : Un rebond de l'activité est attendu en 2025, dont l'ampleur dépendra de la reprise du secteur agricole. L'investissement jouera un rôle clé à court et à moyen terme, avec plusieurs projets dans les infrastructures (eau, préparation coupe du monde FIFA 2030) et l'industrie. Une intégration accrue dans les chaînes de valeur mondiales et le renforcement de l'attractivité devraient stimuler les investissements directs étrangers et contribuer à la croissance de plusieurs secteurs stratégiques (automobile, aérospatial, électronique, énergies renouvelables, tourisme, tech).
- Vulnérabilité des comptes publics : Le Maroc a débuté sa phase de consolidation des finances publiques avec une réforme fiscale qui stimule les recettes. Le FMI table sur une réduction du déficit public à -3,8 % du PIB en 2025. Fort de ce rééquilibrage, l'endettement public se stabiliserait à 65 % du PIB à moyen terme. Le niveau de risque souverain reste modéré à ce stade.
- Vulnérabilité extérieure : Le Maroc ne semble pas directement exposé aux droits douaniers américains mais est très dépendant de la demande européenne. Malgré des exportations solides (phosphate, automobile, tourisme), le déficit courant devrait se creuser et tendre vers -3 % du PIB à moyen terme selon le FMI, en lien avec la hausse des importations de biens d'équipement pour les infrastructures. La Banque centrale dispose de marges pour garantir l'ancrage du MAD à son panier de devises.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le secteur bancaire se montre résilient et les banques renforcent leurs ratios de solvabilité.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Les autorités multiplient les mesures pour faire face à un risque social non négligeable en raison d'un chômage élevé (12,9 %) et d'inégalités fortes. L'état de la gouvernance reste de faible qualité selon la Banque Mondiale. Par ailleurs, un dégel des relations est en cours avec l'Union Européenne mais les tensions demeurent avec l'Algérie.
- Climat des affaires : Au-delà du développement de ses zones économiques spéciales, le Maroc opère une constante amélioration de son climat des affaires (Nouvelle Chartes des Investissements en 2022-2023, digitalisation des procédures, accès au foncier) afin de renforcer le poids du secteur privé et prolonger la tendance haussière des investissements directs étrangers.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Le Maroc présente des vulnérabilités face au changement climatique (stress hydrique, hausse des températures). Le pays produit plus de 19 % de son électricité via des ENR (solaire, éolien), où les investissements vont s'intensifier. Un Plan National sur l'Eau (11,5 Mds USD d'ici 2028) a été lancé pour répondre aux défis climatiques et énergétiques.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2019 et 2023 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Espagne	22,3%	1 Espagne	15,3%
2 France	20,8%	2 France	11,2%
3 Italie	4,6%	3 Chine	10,9%
4 Allemagne	3,4%	4 Etats-Unis	7,2%
5 Etats-Unis	3,4%	5 Turquie	5,4%

Source : ITC

Part des échanges de marchandises en 2023 (% du total)

Exportations		Importations	
Véhicules	18,8%	Combustibles	17,1%
Machines élec.	18,2%	Machines élec.	10,3%
Engrais	12,9%	Véhicules	9,2%
Fruits et légumes	8,6%	Machinerie méca.	9,0%
Vêtements	6,9%	Céréales	4,2%

Sources : ITC

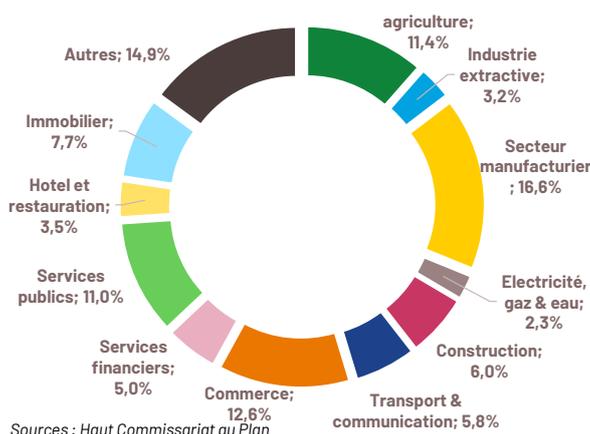


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

MAROC	2021	2022	2023	2024 (e)	2025 (p)	2026 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)*	142	131	144	157	169	181
<i>Rang PIB mondial</i>	60	62	62	62	62	62
Population (Mns)*	36,3	36,7	37,0	37,4	37,7	38,1
<i>Rang Population mondiale</i>	41	40	40	40	39	40
PIB / habitant (USD)*	3 911	3 571	3 901	4 204	4 471	4 746
Croissance PIB (%)**	8,2	1,5	3,4	3,2	3,9	4,2
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,4	6,6	6,1	1,0	2,2	2,3
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	71,9	73,4	74,8	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	69,4	71,5	69,5	68,7	68,0	66,9
Solde public (% PIB)	-6,0	-5,4	-4,4	-4,3	-3,8	-3,3
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	8,4	7,5	7,5	8,2	8,7	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-2,3%	-3,6%	-0,6%	-1,5%	-2,0%	-2,2%
IDE (% du PIB)	1,1%	1,3%	0,2%	0,7%	1,4%	1,5%
Réserves (en mois d'importation B&S)	8,0	5,9	5,3	5,2	5,2	5,2
Dette extérieure totale (% PIB)	46%	47%	50%	48%	49%	50%
Dette extérieure CT (% PIB)*	7,5%	7,8%	8,0%	NA	NA	NA
Taux de change**	9,3	10,5	9,9	9,9	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés**	15,8	15,6	15,5	NA	NA	NA
Taux de NPL**	8,5	8,5	8,8	8,3	NA	NA
ROE**	8,3	6,9	9,6	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	133	124	129	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	94	95	98	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	64	57	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	6	3	2	9	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (03/2025), *Banque Mondiale, **Bank Al Maghrib, a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Maroc : part des secteurs dans le PIB (2022)

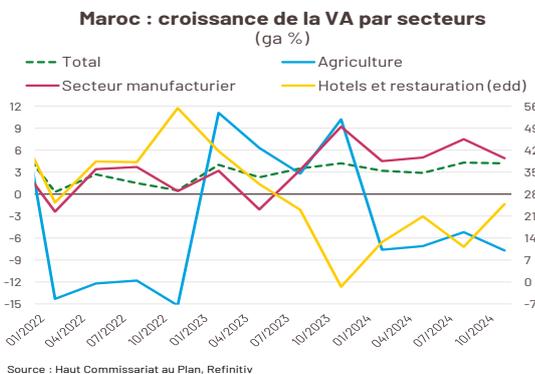




1. SITUATION ECONOMIQUE

• Croissance inégale en 2024

La croissance du PIB aurait atteint +3,2 % en 2024. Un nouvel épisode de sécheresse a pesé sur le secteur agricole¹ (cf. graphique ci-dessous). Selon la Bank Al Maghrib (BAM) près de 137 000 emplois agricoles ont été détruits dans l'agriculture et le taux de chômage reste élevé (12,9 %), ce qui a tendance à éroder la confiance des consommateurs². Cependant, la consommation privée s'est avérée robuste, bénéficiant de plusieurs facteurs. Tout d'abord, une inflation faible (+1 % en m.a) a offert des marges à la BAM pour réduire les taux directeurs (-50 pnb en 2024). Par ailleurs, le revenu des ménages a été soutenu par l'augmentation des envois de fonds des expatriés³ et des dépenses sociales (aides familiales, politique d'accès au logement, etc.).



Plusieurs secteurs ont affiché une croissance dynamique : le secteur manufacturier (croissance de +5,5 % en m.a), le tourisme (+10 % de visiteurs sur un an), la construction (en lien notamment avec la reconstruction de la région d'Al Haouz post séisme) et les activités d'extraction de phosphate.

• L'investissement porterait le rebond en 2025

En 2025, les instituts de prévisions tablent sur une croissance du PIB comprise entre +3,8 % et +4,8 %. L'ampleur du rebond sera conditionnée par celui de secteur de l'agriculture. Début avril 2025, le remplissage des barrages (38,4 %) était au plus haut depuis 2021 et le niveau pluviométrique cumulé en mars 2025 faisait état d'une hausse de +85 % par rapport à la même période en 2024, mais reste néanmoins 20 % inférieur à la moyenne des années 2010. Dans ce cadre la BAM table sur une croissance modérée du secteur agricole en 2025 à +2,5 % (puis +6,1 % en 2026).

Une politique monétaire accommodante (baisse des taux directeurs de -25 pnb en mars à 2,25 %) continuera de porter la demande interne, la BAM anticipant une accélération du crédit bancaire de +6 % en 2025. Les

¹ 11 % du PIB, 33 % de l'emploi formel et jusqu'à 50 % de l'emploi informel selon les estimations.

² L'indice de confiance était à 46 points en moyenne en 2024 contre une moyenne de long terme à 76 pts.

³ 8,6 Mds € sur les trois premiers trimestres, contre 7,4 Mds € en moyenne à la même époque entre 2021 et 2023.

dépenses de consommation des ménages resteraient toujours soutenues en raison de la hausse des dépenses publiques (salaire de fonctionnaires, dépenses de sécurité sociale) et des envois de fonds des expatriés.

L'investissement sera amené à jouer un rôle crucial pour stimuler l'activité. Il sera notamment porté par le secteur public dans les infrastructures (eau, secteurs liés à la préparation de la coupe du monde FIFA 2030 : transport, logistique, sport, hospitalités). Après un bond de +55 % en 2024, les flux entrants d'investissements directs étrangers (IDE) continueraient d'augmenter en 2025 pour atteindre 1,4 % du PIB selon le FMI. Selon l'OCDE, l'automobile, l'aérospatial, l'électronique et les énergies renouvelables (solaire et hydrogène vert) seraient les principaux secteurs bénéficiaires de ces IDE.

Du côté des exportations, elles resteraient en principe dynamiques pour le tourisme (avec la CAN de football en fin d'année). Le Maroc n'est que faiblement exposé aux Etats-Unis (3,4 % des exportations marocaines), qui a relevé les droits de douane sur les importations du Royaume à 10 %. Les fertilisants et certains composants électroniques (dispositifs à semi-conducteurs) apparaissent comme les produits les plus exposés. Une révision à la baisse des perspectives de croissance en Union Européenne (UE)⁴, dans un contexte de repli de la demande mondiale et de guerre commerciale, serait en revanche plus préjudiciable pour les exportations de textile, agroalimentaires, et d'automobiles.

• Un secteur bancaire résilient

Le secteur bancaire est fortement concentré : 62 % des actifs sont détenus par les trois principales banques du pays. Les prêts non performants se stabilisent à un niveau relativement élevé (8,3 % de l'encours total des prêts en 2024), mais les banques ont renforcé leurs fonds propres. Elles semblent bien provisionnées et affichent de solides ratios de solvabilité (Core Tier 1 à 11,2 % à fin 2023 contre un minimum requis de 8 %). La nouvelle orientation de la politique monétaire (baisse des taux) favoriserait certes la croissance de l'activité, plutôt propice à la profitabilité, toutefois cela pourrait également signifier une compression des marges nettes sur intérêts et potentiellement une réduction de la rentabilité. Par ailleurs, le secteur entreprend depuis plusieurs années une expansion à l'international⁵.

• Perspectives à moyen terme

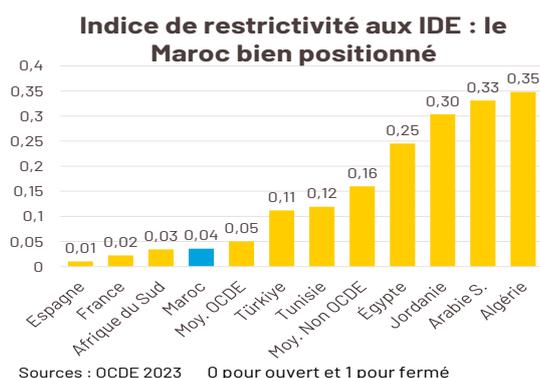
La croissance du PIB marocain s'établirait à +3,6 % par an en moyenne d'ici 2030, selon le FMI (proche de la moyenne des années 2010 : +3,5 %). L'investissement serait le principal moteur de la croissance. La préparation de la coupe du Monde FIFA 2030 pourrait servir d'accélérateur à plusieurs projets d'infrastructures (ferroviaires, routes, santé, aéroports, ports).

⁴ 60 % des débouchés à l'export, 87 % des envois de fonds des expatriés, 59 % des flux touristiques et 55 % du stock d'IDE.

⁵ 15 % de l'encours de crédit sur des contreparties non-résidentes, surtout en Afrique subsaharienne, soit un canal de risque.



Par le passé, les deux tiers de l'investissement était porté par le public et concernait majoritairement la construction d'infrastructures. L'objectif est désormais d'accroître le poids de l'investissement privé et de le passer à 60 % PIB d'ici 2035, contre 29 % actuellement, en mettant notamment l'accent sur l'industrie⁶. Pour y parvenir, le Maroc s'est doté d'une nouvelle charte des investissements⁷, opérationnelle depuis mars 2023, et pourra également s'appuyer sur le Fonds d'investissement Mohammed VI⁸.



Le Maroc enregistre un niveau élevé de stock d'IDE (50 % du PIB, 10 pts de plus que la moyenne de la région MENA) en raison notamment d'une cadre réglementaire solide garantissant une certaine attractivité (cf. graphique ci-dessus). La stratégie de renforcement de l'attractivité s'observe notamment avec le développement de plusieurs secteurs (automobile, aérospatiale) dans les zones franches, comme celle de Tanger Med. Le Maroc devrait par ailleurs bénéficier de la réorganisation des chaînes de valeur mondiale (CVM), ce qui se concrétise par une accélération des IDE, dont la provenance se diversifie (pays du Golfe, Chine avec la construction de batteries lithium-ion à Tanger). La hausse des droits de douane américains pourrait même accélérer ce phénomène, une hausse plus marquée des tarifs dans d'autres régions du monde améliorerait *de facto* la position concurrentielle du Maroc (cf. supra).

En revanche, les faiblesses structurelles, telles que la faiblesse du taux d'emploi (43,5 % fin 2024), un taux de chômage élevé, le poids de l'économie informelle (estimé à 30 % du PIB selon la BAM), la forte dépendance au secteur agricole en matière d'emploi, et de fortes inégalités régionales⁹ pourraient peser sur la productivité et l'évolution des revenus de la population, ce qui limiterait l'expansion de la consommation privée. Pour tenter de répondre à ce défi majeur plusieurs programmes ont été lancé, dont « Awrach 2 »¹⁰.

Pour faire face aux risques liés aux ressources en eau (cf. Partie 5), qui pénalisent notamment le secteur agricole, un plan national a été lancé et vise à investir

11,5 Mds USD dans les infrastructures d'ici 2028 (barrages, usines de désalinisation de l'eau de mer).

2. FINANCES PUBLIQUES

Depuis 2020, la succession d'évènements adverses (crise sanitaire, tensions inflationnistes post guerre en Ukraine) a contribué à creuser le déficit public (-5,7 % du PIB en moyenne en 2020-2023, contre -3,8 % du PIB entre 2015 et 2019), et à augmenter la dette publique (+11,5 pts de PIB en 2022 par rapport à 2019).

Depuis 2023, des réformes fiscales sont mises en œuvre, permettant un élargissement de la base fiscale : campagne d'amnistie fiscale¹¹, élargissement du champ d'application de la TVA puis unification d'ici 2026 et rationalisation des régimes d'imposition des sociétés (IS). A ce stade les efforts de consolidation concernent peu les dépenses publiques, les autorités semblent rencontrer des difficultés pour lever certaines subventions, comme c'est le cas depuis deux ans pour le butane, le sucre et le blé. Malgré une hausse des dépenses publiques (sécurité sociale, infrastructures) dans le cadre du Budget 2025, les récentes réformes fiscales devraient stimuler les recettes et conduire à une diminution du déficit public (-3,8 % du PIB selon le FMI).

Une réduction graduelle du déficit public à moyen terme permettrait de stabiliser la dette publique à 65 % du PIB. Libellée à 75 % en monnaie locale et à 75 % détenue par des résidents, la structure de la dette ne présente pas de risques importants à ce stade. Par ailleurs, la dette obligataire dispose d'une maturité moyenne longue (3,8 ans au total et 6,9 ans pour les eurobonds) et le processus de baisse des taux serait en principe favorable à un allongement de la maturité moyenne sur le marché local.

3. POSITION EXTÉRIEURE

• Creusement du déficit courant

2024 aura été marquée par le fort rebond des exportations de fertilisants (+15,2 % en valeur sur un an) et des arrivées de touristes. A court et moyen terme, les perspectives à l'export s'annoncent positives pour le secteur aérospatial (commandes d'Airbus et de Boeing), les véhicules électriques et l'électronique, en lien avec une intégration accrue du Maroc dans les phases en amont des CVM. Le développement des infrastructures (cf. Partie 1) amène toutefois à une forte demande en biens d'équipements, soit une dynamique plus soutenue des importations relativement aux exportations. Dans ce cadre, le FMI table sur un déficit courant qui tendrait vers -3 % du PIB à moyen terme contre près de -2 % en 2024.

⁶ Possibilité de bénéficier d'une subvention allant jusqu'à 30 % des montants investis si les projets éligibles créent 50 à 150 emplois permanents et si l'investissement est supérieur à 50 Mds MAD.

⁷ Elle renforce le principe de non-discrimination, le libre rapatriement des capitaux et bénéfiques, l'inclusion de clause d'arbitrage.

⁸ Ce fonds offre des solutions de financement en fonds propres aux secteurs de l'industrie, de l'innovation, de l'agriculture, du tourisme.

⁹ 70 % de la croissance du PIB est portée par quatre régions du nord.

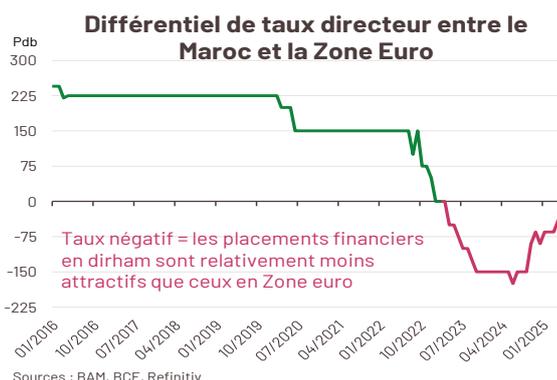
¹⁰ Versement d'une prime d'appui à l'emploi pour les employeurs, ou encore la formation des non diplômés, etc.

¹¹ 9,6 Mds € régularisés dans le cadre de cette campagne qui a permis de ramener des revenus dans la sphère formelle.



- **Stabilité de l’ancrage du Dirham**

Le Maroc comble une majeure partie de ses besoins de financement externes par des flux de capitaux stables (IDE, dépôts, prêts de long terme). Après un court épisode de tensions sur les réserves de change et d’accès à la liquidité en devises courant 2022 (contexte de sortie de crise sanitaire et tensions financières globales post guerre en Ukraine), les réserves se sont rapidement rétablies avec les signatures d’accords avec le FMI et le redressement de la balance des services et des revenus. Les réserves de change couvrent actuellement 5,2 mois d’importations.



Pour assurer la stabilité du MAD, arrimé à un panier de devises (60% € / 40 % USD), la BAM restera vigilante à la conduite de la politique monétaire en zone euro. L’assouplissement monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) depuis le S2 2024 offre des marges de manœuvre à la BAM pour baisser ses taux d’intérêt sans craindre que le différentiel de taux vis-à-vis de la zone euro se creuse. Ce différentiel, s’il reste encore négatif à ce stade, s’est redressé (cf. graphique). Dans un contexte d’inflation maîtrisée, au moins une nouvelle baisse des taux par la BAM semble probable en 2025, en suivant plus ou moins le rythme de baisses de la BCE.

Un processus de flexibilisation du régime de change sera très progressivement mis en place à long terme avec l’assistance technique du FMI.

4. ASPECTS POLITIQUES

- **Stabilité politique mais les indicateurs sociaux restent dégradés**

Malgré des améliorations notables ces dernières années (indépendance du pouvoir judiciaire, expansion des pouvoirs parlementaires), les indicateurs de la Banque Mondiale révèlent un état de la gouvernance toujours de faible qualité (corruption surtout).

Plusieurs paramètres liés au risque social se sont dégradés depuis 2020, avec une hausse du coût de la vie, un creusement des inégalités et une dégradation des chiffres de l’emploi (cf. Partie 1). Dans ce contexte, les autorités multiplient les mesures pour atténuer le risque social : renforcement de la sécurité sociale, report de levée des subventions (cf. Partie 2), programme d’emploi

à destination des jeunes et des femmes, investissement pour faire face à l’insécurité alimentaire, etc.

Des élections législatives se tiendront à l’automne 2026. Le Rassemblement National des Indépendants, parti d’orientation centre-droit, devrait maintenir un nombre élevé de sièges à l’Assemblée et former une nouvelle coalition afin d’assurer une continuité dans la conduite politique du pays, en définissant certaines priorités avec le Roi, conformément au principe de monarchie constitutionnelle.

- **Amélioration des relations avec la France**

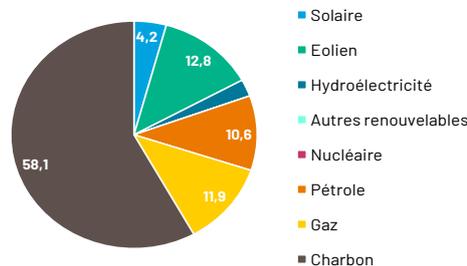
La question de la souveraineté du Maroc sur les provinces du sud (région du Sahara occidental) prend un nouveau tournant depuis la reconnaissance par l’Espagne et la France du plan d’autonomie proposé par le Maroc. En revanche, ce sujet est à l’origine de la rupture des relations diplomatiques avec l’Algérie¹², qui soutient le Front Polisario, en conflit depuis des décennies avec le gouvernement marocain. Ce conflit constitue une source de risque, avec notamment des troubles à l’extrême sud du pays ou encore des risques sécuritaires (comme les attaques à Es Semara fin 2023).

Le pays entretient de bonnes relations avec les Etats-Unis. La normalisation des relations diplomatiques avec Israël reste un sujet délicat vis-à-vis de la population marocaine qui pourrait alimenter les tensions.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Maroc présente un niveau de risque physique « modéré à élevé », avec des fragilités face au changement climatique (stress hydrique, hausse des températures). Pour y faire face, le programme National pour l’Approvisionnement en Eau Potable et Irrigation a été lancé (cf. Partie 1). Selon la Banque Africaine de Développement, 93 Mds d’USD seraient nécessaires d’ici 2030 pour répondre aux défis du changement climatique.

Maroc : production d’électricité par sources, en % (2020=35,89 TWh)



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022); Global and European Electricity review (Ember, 2022)

Le Maroc dispose de ressources solaires et éoliennes parmi les plus importantes au monde, ce qui lui permet de produire plus de 19 % de son électricité via des sources d’ENR. Ses capacités de production d’électricité sur la base d’ENR atteignent actuellement 38 % et le pays vise à les augmenter à hauteur de 52 % d’ici 2030

¹² L’Algérie a fermé son gazoduc Maghreb-Europe, transitant par le Maroc, alors le Maroc couvrait 97 % de ses besoins en gaz avec

l’Algérie. Le Maroc achète désormais le gaz algérien par l’intermédiaire de l’Espagne, toujours desservie par un autre gazoduc.



(20 % éolien et solaire, 12 % hydroélectrique). Par ce biais, le pays ambitionne également de réduire sa dépendance aux importations d'énergie fossile, décarboner ses produits pour gagner en compétitivité à l'export (notamment pour les fertilisants avec le lancement du Mécanisme d'Ajustement Carbone aux

Frontières en UE) et à développer son potentiel dans l'hydrogène vert (5^e plus grand potentiel dans le monde selon la Banque d'Afrique de Développement et lancement de six projets dans le sud du pays en 2025 pour des investissements de 30 Mds €). Le Maroc a pour objectif la neutralité carbone d'ici 2050.

DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef Economiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque Pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN5</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.